

Tibet

Les Tibétains se considèrent comme une nation occupée plutôt que comme un peuple autochtone. Les Tibétains partagent cependant, de nombreuses caractéristiques avec les peuples autochtones.

Le Tibet est tombé sous la domination de la République Populaire de Chine en 1950, suite à l'invasion chinoise. Le soulèvement populaire survenu dans la capitale Lhassa le 10 mars 1959 et la répression qui s'en est suivie ont conduit à la fuite en exil du chef spirituel et politique du Tibet, le 14^{ème} Dalaï-Lama et, avec lui, de milliers de Tibétains, essentiellement vers l'Inde et le Népal. De très nombreux Tibétains sont morts suite à l'occupation, les emprisonnements, les mauvais traitements et la famine, mais le nombre exact n'est pas connu. Environ 150 000 d'entre eux vivent maintenant en exil.

Actuellement les Tibétains sont au nombre de 6 millions environ, dont la majorité vit dans les provinces orientales de l'Amdo et du Kham, régions qui ont été incorporées à partir du XVIII^{ème} siècle, selon des modalités diverses dans les provinces chinoises du Qinghai, Gansu, Yunnan et Sichuan.

L'immigration chinoise, favorisée par la campagne du « Développement de l'Ouest » lancée en 2000 par Jiang Zemin, le secrétaire du Parti communiste chinois, a d'abord été une migration essentiellement urbaine. Mais avec l'urbanisation du plateau tibétain, la population han grandit un peu partout.

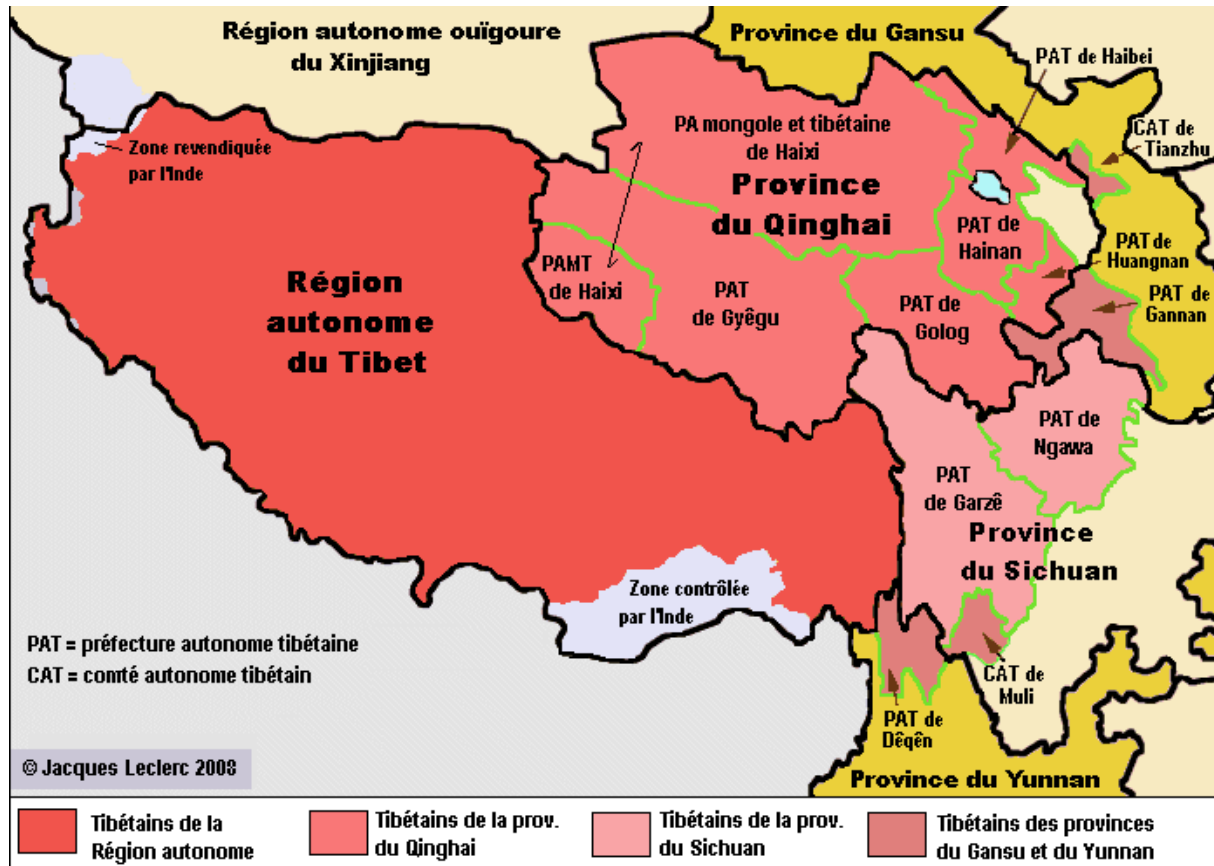
Les Tibétains sont considérés comme une minorité nationale, un statut qui leur accorde en principe un certain degré d'autonomie et des droits sociaux et culturels. Mais en réalité, ils sont marginalisés et opprimés dans leur propre pays et leur droit à la liberté d'expression et à l'autodétermination est dénié.

En 2018

Incendie au temple du Jokhang ¹

Un incendie s'est déclaré samedi 17 février 2018 au temple du Jokhang, à Lhassa, (région autonome du Tibet), l'un des sites les plus sacrés du bouddhisme tibétain, inscrit au patrimoine mondial de l'Unesco depuis 2000. On ignore tout des causes de cet incendie. Le feu a pris dans la partie est du monastère. Le temple principal ne serait pas touché, mais on ignore encore à ce jour l'étendue réelle des dégâts. Les vidéos diffusées sur Weibo, le réseau social chinois, ont été supprimées aussitôt et les autorités chinoises ont menacé de représailles toute personne qui posterait des informations sur le sujet. Sur Twitter en revanche, des vidéos montrent de gigantesques flammes qui s'échappent du temple. Les autorités ont brièvement confirmé les faits, précisant seulement qu'il n'y avait pas de victimes. Le chef du parti communiste du Tibet s'est rendu sur les lieux. Quelles que soient les conséquences de cet incendie, l'événement est important : le Jokhang est le premier temple construit au Tibet au VII^e siècle et il abrite la statue la plus sacrée pour les Tibétains, le Jowo, dite être la représentation du Bouddha Shakyamuni à l'âge de 12 ans, elle est supposée avoir été consacrée par le Bouddha lui-même, et a été apportée par la princesse chinoise Wengchen, l'une des épouses de l'empereur Songtsen Gampo. Chaque année, depuis des siècles, des milliers de personnes y viennent en pèlerinage. Dans la presse officielle chinoise, très peu d'informations circulent sur

l'incendie, a expliqué le correspondant de RFI à Shanghai, Angélique Forget. D'après *Le Quotidien du peuple*, « les reliques n'ont pas été endommagées ». Selon un quotidien officiel local, cela s'expliquerait par le fait que le feu ait rapidement été éteint. Il semblerait pourtant que le temple ait brûlé pendant plus d'une heure. D'après certains Tibétains résidents à l'étranger, le gouvernement chinois a cherché à minimiser l'ampleur des dégâts pour ne pas créer de troubles. Depuis le soulèvement de 2008 au Tibet, le temple du Jokhang, comme tous les bâtiments religieux, est étroitement contrôlé par des gardes, et des caméras de vidéosurveillance quadrillent le lieu de pèlerinage



Poursuite d'immolations²

Trois nouvelles immolations ont eu lieu durant l'année 2018 dans la région de Ngawa, en Amdo.

Le 7 mars, un homme d'une quarantaine d'années, laïc ; le 4 novembre un homme d'environ 23 ans ; le 8 décembre un homme d'une vingtaine d'années.

A partir du milieu des années 1990, les politiques discriminantes et restrictives que connaissait la Région autonome du Tibet ont commencé à être appliquées dans les Provinces du Qinghai et du Sichuan. Depuis les manifestations de 2008, la répression est très sévère, particulièrement dans la région de Ngawa où il y a eu le plus grand nombre d'immolations.

Conflits miniers

Des villageois tibétains arrêtés et interrogés après une fuite sur un projet minier³

Les conflits au sujet de l'exploitation minière sont fréquents. Ainsi, plus de 30 villageois tibétains opposés aux opérations minières chinoises sur une montagne sacrée ont été arrêtés pour interrogatoire par la police après avoir parlé en mars 2018, à des médias étrangers, selon des sources tibétaines.

La montagne, appelée Sebtra Dzagen, située dans le comté de Driru dans la préfecture de Nagchu dans la Région autonome du Tibet (RAT), est un lieu de pèlerinage et abrite de nombreux animaux sauvages rares, ont rapporté des sources locales au service tibétain de RFA (Radio Free Asia).

Fin février 2018, lorsque les autorités chinoises ont forcé les villageois de la localité à signer l'autorisation de procéder à l'extraction minière, un chef de village, Karma, a refusé de signer et a été arrêté.

Les travailleurs chinois ont cependant poursuivi leurs travaux pour construire des camps pour les mineurs.

Après que des informations faisant état d'oppositions locales à la mine aient été publiées en mars à l'extérieur du Tibet, la police de Driru a rapidement procédé à des arrestations, a déclaré à RFA une source à Lhasa, citant des contacts à Driru.

Un grand nombre des personnes arrêtées auraient également été battues en détention, a précisé la source, ajoutant que les policiers auraient concentré leur attention sur les Tibétains de la région ayant des liens avec des Tibétains vivant en Inde.

"Une répression stricte contre les téléphones portables et d'autres types de communication est désormais imposée aux villages de la région de Sebtra Dzagen pour bloquer le flux d'informations vers le monde extérieur", a déclaré la source de RFA.

Ceci n'est qu'un exemple parmi d'autres.

La Chine dit que l'exploitation d'une mine d'or dans un comté tibétain proche de l'État indien d'Arunachal Pradesh relève de son droit souverain⁴

La Chine a défendu le 21 mai 2018, ses opérations minières à grande échelle dans une région proche de l'Himalaya, proche de la frontière de l'Etat indien de l'Arunachal Pradesh, où sont extraits des minéraux valant des milliards de dollars. Elle affirme avoir *"la pleine souveraineté"* pour mener des activités *"géologiques"* dans la région, a annoncé le South China Morning Post (SCMP), basé à Hong Kong.

Selon le rapport, une immense réserve d'or, d'argent et d'autres minéraux précieux d'une valeur d'environ 60 milliards de dollars a été identifiée dans cet endroit isolé et écologiquement fragile.

«La Chine mène régulièrement des recherches géologiques et scientifiques sur son propre territoire. C'est totalement dans la souveraineté de la Chine. La Chine attache toujours de l'importance à la protection de l'environnement écologique. Nous espérons que les médias concernés s'abstiendront de raconter des histoires sans fondement», a déclaré un officiel chinois.

Citant des sources anonymes, le rapport du SCMP a déclaré: *"... les mines font partie d'un ambitieux plan de Pékin visant à reconquérir le sud du Tibet, une partie non négligeable du territoire litigieux actuellement sous contrôle indien"*.

La volonté de la Chine de revendiquer les ressources naturelles de la région tout en construisant rapidement une infrastructure pourrait la transformer en "une autre mer de Chine méridionale", ont-ils déclaré.

Le porte-parole n'a pas nié le rapport mais semble avoir rejeté l'insinuation selon laquelle il était question de «*reconquérir le Tibet méridional*», appellation sous laquelle l'Arunachal Pradesh est connu en Chine.

La Chine revendique l'Arunachal Pradesh comme faisant partie du sud du Tibet. Cette allégation fait partie du différend sino-indien sur les 3 488 km le long de la ligne de contrôle réel (LAC).

Conflits contre les nomades

Les saisies de terres ou de pâturages pour des projets divers sont devenues chose courante.

Appel de nomades tibétains pour la restitution de terres saisies pour un projet touristique⁵.

Une soixantaine de familles nomades vivant dans le comté tibétain de Nyemo ont fait appel suite à la perte de leurs pâturages saisis par les autorités chinoises pour une utilisation future en tant que zone touristique, selon des sources tibétaines.

Le territoire des habitants du village de Lhadul dans le district de Marthang à Nyemo, entre Shigatsé et Lhassa, avait déjà été clôturé dans le cadre d'un programme visant à promouvoir une agriculture qui n'avait, en fait produit aucun résultat, a déclaré un Tibétain sous couvert d'anonymat, au service tibétain de RFA :

Maintenant, les Chinois ont lancé un projet dans la région pour développer le tourisme. Une soixantaine de troupeaux de nomades tibétains dépendent de cette terre pour le pâturage. Avec leur saisie de la terre, ils sont privés de leur principal moyen de subsistance. Dans une vidéo filmée localement et diffusée en ligne, les familles réclament plus de justice auprès des autorités chinoises. Les tentatives précédentes des autorités chinoises pour sédentariser des familles nomades en clôturant les pâturage afin de les cultiver ont causé la mort d'un grand nombre d'animaux.. L'année dernière, plusieurs milliers de moutons et de chèvres et plus d'une centaine d'animaux domestiques ont trouvé la mort, et cela a été un coup dur pour les familles tibétaines. Or, les autorités ne leur ont apporté aucune aide. Maintenant, sans animaux, les Tibétains font face à un défi de taille pour survivre. Parce que les chefs de village et les chefs de canton sont nommés directement par les autorités chinoises, les Tibétains ne jouent aucun rôle dans la prise des décisions qui affectent leur vie. Lorsque des responsables chinois de haut niveau se rendent dans la région, les autorités locales empêchent les résidents tibétains de faire directement appel à eux, les menaçant d'être arrêtés s'ils tentent de faire valoir leur point de vue. Ils prétendent que la terre appartient au Parti communiste chinois et qu'en collaboration avec les développeurs, ils ont le pouvoir de la prendre pour l'utiliser à leur convenance."

Des familles nomades forcées de quitter leurs terres dans la Région du Chamdo⁶

Dans la région de Chamdo, les autorités chinoises, ont contraint les nomades tibétains à quitter leurs terres à la suite de la découverte de réserves minérales près d'une montagne locale, déplaçant les personnes expulsées vers des logements installés le long d'une autoroute à proximité.

Cette décision faisait suite à près de dix ans d'exploitation de mines de cuivre, de plomb et d'or déjà effectuée autour de la montagne Yulung (Chamdo, comté de Jomda (en chinois, Jiangda), a déclaré un habitant, sous couvert n'anonymat, au Tibetan Service de RFA .

L'année dernière, les autorités chinoises ont découvert des réserves supplémentaires dans la région de Lhato, derrière la montagne Yulung. Par conséquent, au début de 2017, ils ont confisqué la plupart de ces terres aux nomades qui y vivent et ont installé des clôtures autour de la zone minière. Les autorités ont ensuite averti les Tibétains de ne pas se rendre sur les terres pour collecter le yartsa gumbu, un champignon très apprécié pour ses propriétés médicinales et qui constituent une source de revenus importante pour les Tibétains de la région de Lhato. En plus de cela, ils ont maintenant perdu leur gagne-pain en tant que nomades, un travail qui leur est transmis depuis des générations. Environ 400 à 500 familles nomades de Lhato ont perdu leurs terres et n'ont reçu que peu d'argent pour compenser leurs pertes. Dans le passé, les Tibétains ont fait appel à plusieurs reprises aux autorités chinoises afin qu'elles mettent fin aux activités minières dans la région, car celles-ci polluent l'environnement et sont la cause de nombreuses maladies entraînées par les déchets, mais les Chinois n'ont jamais écouté leurs plaintes.

Les régions tibétaines de la Chine sont devenues une source importante de minéraux nécessaires à la croissance économique de la Chine, et les opérations minières ont fréquemment provoqué des affrontements avec les Tibétains qui accusent les entreprises chinoises de perturber des sites d'importance spirituelle et de polluer l'environnement tout en exploitant les richesses locales.

Des villageois tibétains gazés et battus pour avoir protesté contre des mines⁷

La police chinoise a lancé une violente attaque au gaz lacrymogène sur des villageois tibétains dans la préfecture de Yushu, dans le Qinghai, mettant fin à une manifestation de deux mois contre des opérations minières dans les montagnes locales, selon une source locale.

Le 7 juillet 2018, une centaine de Tibétains de la région s'étaient rassemblés au lieu-dit Upper Dechung, où les activités minières étaient en cours, a déclaré un habitant de la région, qui a requis l'anonymat, au service tibétain de RFA.

Les manifestants étaient prêts à prendre le risque d'arrêter les travaux, mais la police chinoise a été appelée pour disperser la foule, en utilisant des gaz lacrymogènes. De nombreux manifestants sont restés inconscients lors de l'attaque, tandis que d'autres ont été sévèrement battus par la police. Parmi eux se trouvait un homme de 70 ans appelé Sogrui Pewang, qui a dû être transporté à l'hôpital pour être soigné pour ses blessures.

L'exploitation minière a eu lieu ici et là, et les Chinois nous ont dit, il ya environ un an, qu'ils allaient construire une route traversant la région, mais les Tibétains de la région ont commencé à soupçonner que les Chinois creusaient non pas pour construire une route mais une mine. L'extraction minière à Upper Dechung n'est pas exploitée par le gouvernement chinois, mais par des responsables locaux avec la collaboration d'autres personnes du comté. Les populations locales soupçonnent de la corruption dans cette entreprise commune.

Un programme de migration de masse met en évidence les politiques de réinstallation contestées des nomades au Tibet⁸

La Chine a annoncé le déplacement de plus de 1 000 Tibétains d'une Réserve naturelle au nord du Tibet vers un site de peuplement à Lhassa, décrivant cela comme la première «migration écologique en altitude».

Les médias officiels ont également annoncé que les clôtures précédemment utilisées pour contrôler et empêcher le déplacement des personnes à travers les pâturages de la Réserve seraient désormais supprimées - afin de permettre aux antilopes tibétaines de circuler librement. Les clôtures autour des prairies qui ont affecté la mobilité des antilopes, ont été implantées par les nomades tibétains dans les années 1990, pour sauver les antilopes menacées de disparition à cause du braconnage.

Le programme «migration écologique» fait partie d'une nouvelle approche pour la création de Parcs nationaux sur le plateau tibétain, subordonnée à l'expulsion des Tibétains de leurs terres. Le statut de Parc national est imposé par les autorités centrales, plaçant ainsi l'État comme seul organe de contrôle et ignorant les préoccupations et le savoir-faire de la population locale. Ces politiques sont de plus en plus contestées, même au sein de la République Populaire de Chine (RPC).

Politique religieuse :

Interdiction aux étudiants de participer à des activités religieuses lors de leurs vacances⁹

Selon le Règlement des écoles de la RAT, les étudiants mineurs ne doivent pas participer à des activités religieuses pendant les vacances d'été.

Nous avons envoyé des avis aux élèves et à leurs parents, et avons demandé aux étudiants de signer un accord interdisant toute activité religieuse pendant les vacances d'été, a déclaré Choephel, chef du département d'éducation politique de la Lhasa Middle School, au Global Times le lundi 23 juillet.

L'école répète la réglementation à chaque fois dans les réunions de classe et les réunions parents-enseignants, et pas seulement avant les vacances.

Les élèves suivent le règlement sous la direction de leurs parents et de leurs enseignants, a déclaré Choephel, ajoutant que le règlement a été établi conformément à une directive adressée aux écoles primaires et secondaires par le Département de l'éducation du Tibet. D'autres écoles au Tibet ont également une réglementation similaire en vertu de la directive.

La loi sur l'éducation en Chine sépare l'éducation de la religion, et c'est la base légale du mouvement, a déclaré Xiong Kunxin, professeur d'études ethniques à l'Université du Tibet, au Global Times.

"L'État sépare l'éducation de la religion. Aucune organisation ni aucun individu ne peut utiliser la religion pour mener des activités qui interfèrent avec le système éducatif de l'État", stipule la loi sur l'éducation de la Chine.

Politique linguistique :

Tashi Wangchuk et l'état de la langue tibétaine en Chine¹⁰

La RPC est un pays multiethnique dans lequel les citoyens jouissent théoriquement d'un certain nombre de droits garantis par la Constitution. L'article 4 stipule plus précisément que «*toutes les nationalités sont libres d'utiliser et de développer leurs propres langues parlées et écrites, ainsi que de préserver ou de réformer leurs propres coutumes et traditions folkloriques*».

Tashi Wangchuk, un jeune commerçant tibétain de Qinghai, s'est rendu à Pékin en novembre 2015 dans l'espoir d'attirer l'attention des plus hautes autorités chinoises et des médias sur la situation préoccupante de la langue tibétaine dans le programme scolaire de sa région d'origine, Yushu (Tib. Jyekundo), une préfecture autonome tibétaine où 97,25% des 297 000 habitants sont tibétains.

Le 2 décembre 2015, le New York Times (NYT) a publié une vidéo de 9 minutes le montrant lors de sa démarche. Il a été arrêté le 27 janvier 2016 et, après presque deux ans de détention, il a été jugé le 4 janvier 2018. Au cours de son procès qui a duré quatre heures, la vidéo a été montrée et utilisée contre lui: il a été inculpé d "*incitation au séparatisme*", accusation grave qu'il a rejetée.

Le 22 mai 2018, il a été condamné à une peine de cinq ans. Tashi Wangchuk a décidé de faire appel de cette décision. Il semble être accusé de deux crimes: une critique ouverte de l'état de l'éducation en tibétain dans sa préfecture d'origine et son acceptation d'être filmé par une équipe de journalistes du NYT, qui a rendu public son combat au niveau international.

Au cours des dernières années, les autorités chinoises ont de plus en plus considéré le statut de la langue tibétaine comme une question sensible. En janvier 2018, lors de la deuxième séance plénière de la 19^{ème} Commission centrale pour la Commission d'inspection de la discipline, Xi Jinping a appelé à une «répression des crimes de gangs visant à déraciner à la fois les gangs et les« parapluies protecteurs »au-dessus d'eux». Selon l'analyste Tshering Chonzom, les autorités de la Région autonome du Tibet, ont interprété ce discours comme : "*visant les personnes qui font la promotion de la " voie du milieu "*", les "substituts du Dalai Lama" qui agissent sous la bannière de la culture et de la protection de l'environnement, etc. et ceux qui ont appelé à la «protection de la langue maternelle». C'est pourquoi, en avril de cette année, les autorités du comté de Nagchu (TAR) ont offert des récompenses en espèces pouvant aller jusqu'à 100 000 yuans pour des informations sur diverses activités, notamment la promotion de la langue et de la culture..

Des étudiants tibétains au Qinghai, lancent un appel pour obtenir des cours en Tibétain,¹¹

Des étudiants tibétains vivant dans la province chinoise du Qinghai ont lancé un appel au début de l'année scolaire 2018 pour que davantage d'enseignants puissent dispenser un enseignement en mandarin, mais également en tibétain, affirmant que sur 359 enseignants nouvellement embauchés dans leur district, aucun ne peut dispenser un enseignement dans les deux langues.

Dans une lettre écrite en chinois et récemment envoyée aux autorités locales, Les étudiants demandent pourquoi on ne peut pas engager davantage d'enseignants bilingues, soulignant que dans les comtés de Yadzi et Palung (également appelés Bayen) à Tsoshar, seuls 270 enseignants capables d'enseigner en tibétain desservent une population étudiante de 9 800 personnes.

Dans une seule école du comté de Yadzi, 10 instructeurs sur 14 sont des enseignants suppléants non formés, note la lettre, dont un exemplaire a été obtenu par RFA.

Donc, étant donné la réalité des ressources pédagogiques inadéquates à Tsoshar, il est inconcevable que l'embauche d'enseignants bilingues ne soit pas une priorité pour les autorités, indique la lettre. Quand il n'ya pas d'égalité entre les langues, comment peut-il y avoir harmonie et égalité entre les nationalités [de la Chine]?

En octobre 2010, les autorités du Qinghai avaient incité les étudiants tibétains à manifester face à l'érosion de la langue, de la culture et de l'identité nationales tibétaines dans les régions tibétaines de la Chine, et à l'obligation de faire du mandarin la seule langue d'enseignement dans les écoles.

Lobsang Nyima, officier de liaison auprès du Bureau du Tibet en Australie, a déclaré au service tibétain de RFA que *l'éducation bilingue dans les régions tibétaines visait depuis longtemps à amener les étudiants tibétains à se familiariser avec les systèmes éducatifs tibétains modernes et traditionnels. Mais il y a des signes de déclin dans la poursuite de cette pratique*, a déclaré L. Nyima.

Lorsque le gouvernement chinois a commencé à réaliser que l'enseignement en tibétain soutenait un fort sentiment d'identité du peuple tibétain, de nombreux Tibétains qui avaient soulevé les problèmes liés à l'apprentissage de la langue tibétaine ont commencé à être réprimés par les autorités, a-t-il déclaré.

Détérioration de la langue tibétaine au Tibet¹²

Selon le Tibet Policy Institute, pour la première fois dans l'histoire depuis l'occupation du Tibet par la Chine, la langue tibétaine est confrontée à une situation dangereuse. L'application d'une politique qui recommande le remplacement du tibétain par le chinois en tant que moyen d'instruction dans les institutions et les écoles constitue un pas systématique vers l'élimination de la langue tibétaine et, partant, un vaste patrimoine culturel.

Après la révolution culturelle, le gouvernement chinois a donné peu de liberté pour enseigner une langue minoritaire en Chine. En 1982, grâce au travail acharné du 10^{ème} Panchen Lama et de Ngapo Ngawang Jigme, une loi fut mise en œuvre pour donner la priorité à la langue tibétaine au Tibet. Les Tibétains ont pu récolter les fruits de cette loi pendant des décennies et de nombreux jeunes étaient bien formés en tibétain après avoir obtenu leur diplôme.

En 2012, le gouvernement chinois a envoyé une circulaire indiquant que *l'instruction dans les écoles tibétaines serait le chinois*. Cela a suscité de nombreuses protestations d'étudiants et de professeurs tibétains. Le pire est que de nombreux Tibétains se sont immolés, comme Tsering Kyi, pour protester contre la politique linguistique chinoise. Sous le récent gouvernement chinois, la politique de l'éducation et de l'éducation bilingue ont rendu plus difficile la compréhension des manuels scolaires pour les étudiants tibétains puisqu'ils sont tous en chinois. Des entretiens avec des étudiants tibétains récemment arrivés du Tibet en tant que réfugiés en Inde montrent que la mise en œuvre de la politique du gouvernement chinois en matière d'éducation a été si efficace que de nombreux étudiants ne sont pas capables de parler ou d'écrire en tibétain, de nombreuses écoles au Tibet ayant un nombre d'heures très limité pour enseigner la langue tibétaine. Certains étudiants ne sont même pas capables de se rappeler les noms de leurs écoles en tibétain. Contrairement aux politiques antérieures de la Révolution culturelle, les Tibétains sont aujourd'hui confrontés à des problèmes de destruction systématique de leur langue et de leur culture par le gouvernement chinois. Aujourd'hui au Tibet, les parents tibétains sont obligés d'envoyer leurs enfants dans des jardins d'enfants gérés par le gouvernement chinois afin qu'ils puissent être admis dans les écoles de langue chinoise. De nombreux Tibétains qui s'inquiètent de la préservation de la langue tibétaine ont créé des jardins d'enfants pour les enfants tibétains en tibétain. Mais ces derniers rencontrent des difficultés lors de leur inscription dans les

écoles de langue chinoise au Tibet. C'est une manière indirecte pour le gouvernement de fermer les jardins d'enfants gérés par les Tibétains.

En réalité, les bureaux gouvernementaux, les banques, les bureaux de poste et les documents de voyage ne sont accessibles qu'en chinois.

Des universités pour les minorités sont construites au Tibet afin de préserver la langue et les traditions tibétaines, mais la plupart de celles-ci comptent un nombre limité d'étudiants qui étudient la littérature et la culture tibétaines. Dans ces universités, toutes les autres matières, telles que le droit, la sociologie, les sciences, les mathématiques, etc., sont enseignées en chinois.

Si cette politique se poursuit pendant encore 10 à 20 ans, le Tibétain sera un jour racialement tibétain et culturellement chinois. "*Que ce soit intentionnellement ou non, un génocide culturel se produit au Tibet*", a déclaré Sa Sainteté le Dalaï Lama

Notes et références

1. <https://www.la-croix.com/Monde/Asie-et-Océanie/Le-temple-tibétain-Jokhang-Lhassa-touche-incendie-2018-02-18-1200914739>
2. <https://www.nouvelobs.com/monde/20120829.OBS0702/tibet-immolations-ils-offrent-leur-corps-en-offrande.html>
3. <https://www.rfa.org/english/news/tibet/project-04272018134655.html>
4. <https://www.hindustantimes.com/india-news/china-says-gold-mine-operation-in-tibetan-county-close-to-arunachal-is-its-sovereign-right/story-CEAv42eL4sooUqnidHwXeI.html>
5. <https://www.rfa.org/english/news/tibet/appeal-05142018153133.html>
6. <http://www.rfa.org/english/news/tibet/land-01162018172821.html>
7. <https://www.rfa.org/english/news/tibet/beaten-07112018161718.html>
8. <https://www.savetibet.org/mass-migration-program-highlights-contested-nomads-resettlement-policies-in-tibet/>
9. <http://www.globaltimes.cn/content/1112052.shtml>
10. <https://theasiadialogue.com/2018/06/20/tashi-wangchuk-and-the-state-of-tibetan-language-in-china/>
11. <https://www.rfa.org/english/news/tibet/students-06012018150420.html>
12. <https://tibetpolicy.net/comments-briefs/the-deteriorating-state-of-tibetan-language-in-tibet/>

Sources :

Compte tenu du caractère sensible des informations transmises, les sources ont souhaité rester anonymes.